

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18842 - 73ÈME ANNÉE

Cimetière du Gol à Saint-Louis

Hommage aux esclaves sans sépulture



Recueillement au cimetière des esclaves de Saint-Louis.

Au cimetière du Père Lafosse à Saint-Louis, Paul Vergès, alors président de la Région avait, en 2009, fait ériger une stèle rendant hommage à tous les morts sans sépulture pour leur dire que nous ne les oublions pas.

Après Sainte-Suzanne mardi, un autre hommage était rendu au hier aux ancêtres morts sans sépulture. Il a eu lieu au cimetière du Gol, dit du Père Lafosse, à Saint-Louis. Il a été marqué par la présence de militants du Parti communiste réunionnais. À cette occasion, Elie Hoarau, président du PCR, a déposé une gerbe du Parti sur la stèle inaugurée en 2009.

Auparavant, Ghislaine Cataye a demandé une minute de silence très profonde, avant de déclarer notamment : « Notre peuple s'est constitué par l'apport de populations venues de tous les coins du monde : Europe, Madagascar Comores, Inde, Asie, Afrique...

Souvent, ces populations ne sont pas venues de leur propre gré. Elles y ont été forcées à travers l'esclavage et l'engagisme. Arrivés à La Réunion ils ne jouissaient de leur vivant d'aucune considération : le Code noir de Colbert les assimilait à des meubles.

À leur mort, ils étaient encore moins

que rien : jetés dans un oubli éternel. Or, chaque humain, pour nous, a droit au respect, de son vivant à sa mort. Beaucoup d'hommes et de femmes qui ont été à l'origine de notre peuple n'ont pas eu droit à cet ultime hommage ; il sont morts

dans l'extrême oubli.

C'est la raison pour laquelle nous tenons à leur rendre hommage, aujourd'hui et plus particulièrement à celles et à ceux qui ont été privés de sépulture ».



Elie Hoarau dépose la gerbe du Parti communiste réunionnais.

Chine-COI : un soutien renouvelé

Don de 100.000 dollars de la Chine à la Commission de l'océan Indien

La République populaire de Chine réitère son soutien à la coopération régionale à travers un nouveau don de 100 000 dollars. L'Ambassadeur de la République populaire de Chine à Maurice, Sun Gongyi, et le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, Madi Hamada, ont signé l'accord de don au siège de l'organisation régionale le 31 octobre 2017.

Observateur auprès de la COI depuis février 2016, la Chine appuie régulièrement la Commission de l'océan Indien depuis 2012. Son ambassadeur, Sun Gongyi, en poste à Maurice depuis septembre 2017, a souligné le rayonnement acquis par la COI avec le temps : « la COI, (...) est devenue aujourd'hui une organisation régionale de plus en plus importante qui jouera à l'avenir un rôle de plus en plus grand dans les affaires régionales et internationales. »

Pour le secrétaire général de la COI « ce soutien renouvelé de la République populaire de Chine témoigne de l'intérêt de votre pays aux enjeux du développement dans notre région de l'océan Indien et de l'appréciation positive que porte la



L'Ambassadeur de Chine à Maurice et le secrétaire général de la COI.

Chine sur l'action de notre organisation régionale ». Le Secrétaire général de la COI a fait part également de son souhait que cette cérémonie « soit le prélude à une coopération

renforcée de la Chine avec notre organisation afin que nous puissions faire face ensemble aux grands défis du développement qui se posent à nos Etats insulaires et qui influent tant sur la stabilité à long terme de l'océan Indien. » L'ambassadeur Gongyi est d'ailleurs allé dans le même sens que le secrétaire général de la COI en déclarant que « la Chine (...) est prête à continuer (...) à travailler ensemble avec la COI pour mettre en œuvre des projets concrets afin de contribuer au développement des pays membres de la COI. »

A l'occasion de cette visite, le Secrétaire Général a également invité l'ambassadeur Sun Gongyi à signer le livre d'or pour témoigner de son passage au siège de la COI.

Edito

Seulement 16 % des jeunes vont voter

Dans la nuit de mardi à mercredi, des incidents ont eu lieu plusieurs villes de La Réunion, notamment dans le Nord et l'Est. Dans la ville nouvelle de Beauséjour à Sainte-Marie, des poubelles ont été brûlées. Au Chaudron à Saint-Denis, des jeunes ont fait face à des policiers tandis que des commerces étaient attaqués.

C'est une nouvelle illustration de la menace qui pèse sur la cohésion de la société réunionnaise. Force est de constater que les jeunes sont de moins en moins nombreux à croire que le système en place peut régler leurs problèmes. Ce système repose en effet sur la désignation de responsables par des élections. À charge ensuite aux élus de mener des politiques pour répondre aux besoins de la population.

La semaine dernière, une étude de l'INSEE montre que seulement 25 % des électeurs se sont déplacés pour participer aux scrutins de 2017, présidentielle et législatives. Or, selon l'ordre institutionnel, ce sont les scrutins les plus importants car ils désignent ceux qui proposeront et voteront pendant 5 ans les lois qui s'appliqueront à La Réunion. C'est chez les moins de 30 ans que l'abstention est la plus prononcée, avec 16 % de votants à toutes les élections. Cette proportion est encore plus faible pour les jeunes sortis du système scolaire sans qualification officiellement reconnue. En effet, l'absence de diplôme est un facteur favorisant l'abstention explique l'INSEE.

Si en grande majorité les jeunes ne vont pas voter, certains utilisent d'autres moyens de manifester leur mécontentement. Cela se traduit par des atteintes aux biens, et par le choix d'affronter les représentants de l'autorité, c'est-à-dire les policiers. Tant que prospérera à La Réunion un système qui ne règle pas les problèmes et maintient les inégalités, ces incidents se reproduiront.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Pour un nouvel engagement international contre le changement climatique

L'OCDE appelle à une réduction importante de l'utilisation du charbon, pétrole et gaz

Les pays doivent élargir leur vision au-delà d'étroits programmes d'action nationaux pour faire baisser les émissions mondiales et réduire les risques climatiques, a déclaré aujourd'hui le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría. Les gouvernements devraient profiter de l'Accord de Paris de 2015 pour viser des réductions d'émissions plus ambitieuses et plus rapides, a-t-il indiqué.

« Où qu'ils soient émis, les gaz à effet de serre ont un impact mondial. Les programmes d'action étroitement nationaux ne sont pas adaptés à la lutte contre le dérèglement climatique mondial », a ajouté Angel Gurría lors d'un exposé présenté à l'invitation de la Munk School of Global Affairs à Toronto. Pour lui, l'ambition des politiques d'atténuation des pays et les prix du carbone fixés par les pouvoirs publics doivent refléter les bienfaits mondiaux – et non nationaux – de l'action climatique.

La transformation de nos sociétés et de nos technologies vers le bas-carbone est désormais irréversible. La question est seulement de savoir si elle ira assez vite, a estimé Angel Gurría. Il a réaffirmé son espoir de voir à l'avenir le gouvernement des États-Unis reconsidérer sa décision de sortir de l'Accord de Paris.

Stopper les subventions aux énergies fossiles

Angel Gurría a indiqué qu'en tardant à agir, les gouvernements courront davantage le risque d'engendrer des

populations laissées pour compte et des actifs échoués. Les progrès technologiques rapides continueront certes d'alimenter la transition, mais « les transformations ne pourront pas intervenir au rythme et à l'échelle nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sans des interactions positives entre des politiques publiques énergétiques et le potentiel transformateur des acteurs non étatiques ».

Selon Angel Gurría, dans de nombreux pays, les conditions économiques offrent l'opportunité d'agir maintenant. Une politique climatique ambitieuse est tout simplement une bonne politique, a-t-il déclaré, ajoutant que « les gouvernements devraient hâter l'arrêt des subventions aux énergies fossiles, qui s'élèvent toujours à environ 500 milliards de dollars par an ».

2,6 à 3,1 degrés au lieu de 0,5 degré

Angel Gurría a fait observer que les réductions d'émissions auxquelles les pays se sont engagés jusqu'à présent n'empêcheront pas une hausse moyenne des températures de 2.6 à 3.1 degrés Celsius d'ici à la

fin du siècle, d'où la nécessité pour les pays de définir des objectifs plus ambitieux à long terme. Pour tenir ces objectifs, les gouvernements doivent fixer des prix du carbone qui reflètent progressivement le coût social mondial – et non simplement national – des émissions de CO₂, et aligner leurs cadres d'action politiques, financiers et de planification pour parvenir à une croissance inclusive et respectueuse du climat.

Les efforts d'atténuation du changement climatique convenus dans l'Accord de Paris seraient plus efficaces économiquement si l'on parvenait à une harmonisation des prix du carbone entre les pays, a expliqué Angel Gurría. Un système d'échange de quotas d'émission pleinement international pourrait diviser par deux le coût des réductions d'émissions promises. Angel Gurría a rappelé aux pays développés leur responsabilité en matière de mobilisation de financements pour l'action climatique dans les pays en développement.

In kozman pou la rout

« Shakinn i mète dofé sou son marmite ! »

Na poin lontan moin l'antann kozman-la. Mi koné pa si isi i ansèrv sa souvan dé foi, mé sak moin lé sir, sa i tonm konm in vérité pou toulmoun : si ou i vé out z'afèr lé bien okipé, i fo ou i okip sa par ou mèm. An touléka ou zète in zyé dsi sak konsèrn aou. Si ou i okip pa, kisa ou i vé i okip po ou ? Out kamarad ? Out frèr ? Out z'ami ? Lé posib in pé d'tan mé pa toultan. Pou kosa pars l'ot osi na son n'afèr pou li okipé é po li sa lé pli inportan ké tout z'afèr lé z'ot. Lé vré koméla, lé kaziman inposib fé tout out afèr ou tousèl, é ou lé blizé domann kou d'min, mé sa i kontrodi pa nout kozman an-o la. Alé ! Mi lèss azot réfléshi la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Des lobbyistes au cœur des institutions européennes

100 millions d'euros dépensés par le lobby du gaz

Alors que la conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP23) débute ce lundi 6 novembre à Bonn, les organisations Corporate Europe Observatory, l'Observatoire des multinationales, les Amis de la Terre et Attac France publient un nouveau rapport intitulé « L'Europe enlisée dans le gaz - Les lobbies derrière la politique européenne de développement des infrastructures gazières ».



Utiliser du gaz dégage des émissions de gaz à effet de serre.

« Ce rapport révèle que l'industrie gazière a dépensé plus de 100 millions d'euros en 2006 pour son lobbying auprès des institutions européennes en vue de la construction de nouvelles infrastructures gazières inutiles – y compris en France – et contradictoires avec les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris. Avec des moyens considérables – plus de 100 millions d'euros dépensés, mille lobbyistes enregistrés – les lobbies de l'industrie gazière ont organisé plus de 460 réunions de haut niveau avec les plus hauts responsables climat et énergie de l'UE. Le rapport retrace comment leur présence au cœur des instances européennes officielles ont conduit la Commission européenne et les États membres à promouvoir la construction de nouveaux projets d'infrastructures gazières très controversés qui ne répondent ni aux besoins énergétiques ni aux exigences climatiques de l'UE. Face à cela, la société civile doit se contenter d'à peine 3 % de leurs moyens pour mener à bien son travail de plaidoyer, la conduisant à neuf fois moins de rencontres avec ces mêmes haut-responsables européens.

Pour Pascoe Sabido, chargée de campagne climat au Corporate Europe Observatory, « cet intense lobbying a conduit les décideurs européens à reprendre à leur compte l'affirmation infondée selon laquelle le gaz serait un carburant "propre" complémentaire aux énergies renouvelables, justifiant ainsi la construction d'une nouvelle génération d'infrastructures gazières totalement inadaptées ; il est temps que l'UE tienne le lobby gazier aussi éloigné que possible des espaces de décision, que ce soit à l'ONU, à Bruxelles ou dans les capitales européennes ».

France loin d'être exemplaire

Le rapport montre que la France, qui a interdit la fracturation hydraulique dès 2011 et s'apprête aujourd'hui à adopter la Loi Hulot sur les hydrocarbures, est pourtant loin d'être exemplaire. Pour Olivier Petitjean, de l'Observatoire des multinationales, « les grandes multinationales françaises de l'énergie - Total, Engie et EDF - sont toutes

impliquées dans des grands projets d'infrastructures gazières, et elles participent à l'offensive de lobbying de l'industrie à Bruxelles et dans les capitales européennes pour préserver leurs intérêts. Le territoire français est directement concerné avec un nouveau terminal méthanier inauguré en 2017 à Dunkerque par EDF et deux projets de gazoducs, MidCat et Eridan, qui posent question de par leur coût, leurs implications pour les émissions de gaz à effet de serre, ainsi que pour les risques environnementaux directs qu'ils comportent ».

« Mettre fin à la fable du gaz propre »

Pour Cécile Marchand des Amis de la Terre, « l'extraction et le transport des gaz conventionnels et non conventionnels ont de graves répercussions sociales et environnementales dans le monde entier, qui ne feront que s'accroître avec le développement de nouvelles infrastructures gazières en Europe. Il est temps de mettre fin à la fable du gaz propre pouvant servir d'énergie de transition puisque le méthane est l'un des gaz à effet de serre les plus nocifs pour le climat ».

« Loin d'être un compagnon des énergies renouvelables, le gaz est leur concurrent, conclut Maxime Combes, d'Attac France : l'UE et les États-membres doivent arrêter d'approfondir notre dépendance aux combustibles fossiles en gaspillant des dizaines de milliards d'euros d'argent public qu'il faudrait plutôt investir urgemment dans la transformation de notre système énergétique afin de le rendre compatible avec les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris ».

Questions à Daniel François et à Philippe Aquila sur le système éducatif français en Guyane (1)

Léon Werth observait déjà en 1928 dans « Cochinchine » : « L'enseignement de l'annamite est sacrifié. On lui consacre une heure ou deux par semaine. Les enfants assistent à ces leçons comme les petits Européens dans les lycées suivent les classes de dessin ou d'écriture ».

Alors que président Macron s'est rendu en Guyane la semaine passée, accompagné de son ministre, il est sans doute utile de demander aux Amérindiens forts d'une culture multimillénaire, beaucoup plus ancienne que la nôtre, comment ils perçoivent une éducation nationale telle qu'elle s'est imposée sur leur territoire.

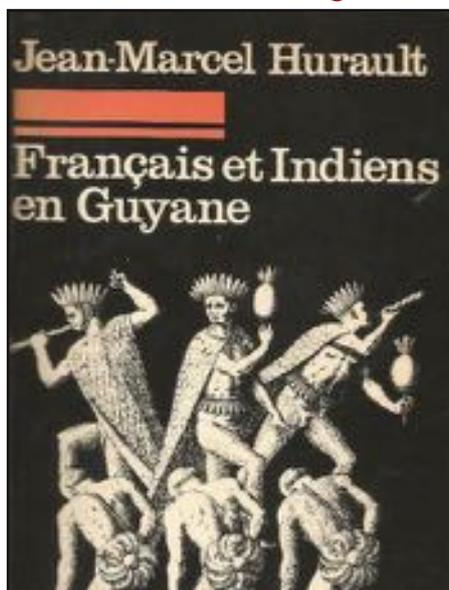
M. André Paradis, écrivain et ancien professeur d'université, s'était exprimé sur le sujet dans La Semaine Guyanaise n°158 :

« Je ne parle pas de l'adaptation de l'école à la culture amérindienne parce que je n'y crois pas, écrivait-il. Il faudrait en histoire, leur apprendre des choses qu'aucun administrateur français n'osera jamais avouer, que c'est bien la France qui a organisé sciemment le désespoir des communautés amérindiennes de l'intérieur, leur sédentarisation, d'abord, qui n'avait rien d'obligatoire, et qui était une négation de leur culture, et leur totale assistance au moyen de la seule chose que les Occidentaux révèrent : le fric ».

Sa chronique se refermait sur un constat amer et ironique : « Pourtant c'est bien d'un génocide, au sens propre, qu'il s'agit. Et ça, ça reste un crime contre l'humanité ».

En Guyane, il est un 'dolo', un proverbe, qui dit : 'Gran kouté piti, piti kouté gran' : Si les grands sont prêts à écouter les petits, leurs désirs, leurs aspirations, leurs espoirs, leurs rêves, alors ces petits auront à cœur d'écouter les grands - pas avant.

Pour cela, il est nécessaire de tendre l'oreille, il est utile d'écouter les Amérindiens de Guyane. C'est à partir de ce constat que fut mené cet échange avec M. Philippe Aquila, créateur du magazine amérindien Oka.mag', et son ancien président, M. Daniel François. Ils appartiennent tous deux à la Nation amérindienne Kali'na Teleweyu. Entretien inédit à l'occasion de la semaine de la presse, en 2009.



Français et Indiens en Guyane par Jean-Marcel Hurault, en 10/18.

- Dans la majorité, les élèves amérindiens semblent en décalage, pour ne pas dire en échec, vis-à-vis de l'institution scolaire. À quoi, selon vous, cela est-il dû ?

Oka de Daniel François et de Philippe Aquila : - L'échec scolaire des enfants d'origines amérindiennes est d'origine multiple et très différent d'une région à une autre de la Guyane : programmes non adaptés, barrière de la langue, grossesses précoces, désintérêt des parents (d'où la nécessité de faire participer les parents à la vie de l'école), pas de réelles structures d'accueils pour continuer le cursus scolaire hors des villages (notamment pour les élèves du fleuve), honte de ses origines (méconnaissance de leur histoire, l'enseignement des cultures amérindiennes n'est pas réellement développée dans les écoles).

- L'École française en Guyane n'accorde pas de place à la culture amérindienne dans ses enseignements. Quelle est votre position par rapport à cet état de fait ? Doit-il y avoir un changement, selon vous ? Lequel, si c'était le cas ?

D.F et P.A : - Il est vrai que l'école française n'apporte pas de place à la culture amérindienne en général et aux cultures amérindiennes plus spécifiquement : Christophe Colomb a « découvert » l'Amérique, il y

avait des « Indiens », et on tourne la page, point final pour la partie amérindienne du programme. Il y a pourtant tellement de choses à approfondir et à développer. En voici quelques points rapides : rappeler que les premiers esclaves dans toutes les Amériques étaient amérindiens, rappeler que des tonnes de choses qui sont utilisées quotidiennement à notre époque viennent directement du monde amérindien et qu'à certaines époques ce pillage a enrichi et sauvé des grandes nations (pomme de terre, tomate, courgette, piment, tabac, coton, manioc, chocolat, café... fumage, boucanage, divers jeux de balles, raquette sur neige, canoë, des centaines de techniques de chasses et de pêche... les exemples sont encore légion), approfondir la symbolique de nombreuses traditions qui permet de mieux appréhender la vie et tout simplement refaire un rappel historique sérieux de la façon dont les Amériques et les Caraïbes ont été en leurs temps « colonisés » par nos ancêtres, cela redonnerait de la fierté aux jeunes amérindiens dans une société occidentale.

Un autre point à noter : il y a quelques années, le Rectorat a permis à des Médiateurs Culturels de faire le premier pas dans l'enseignement des langues maternelles au sein des écoles. Cela s'est expérimenté à l'école d'Awala-Yalimapo et dans des villages amérindiens du Maroni et de l'Oyapock. Par la suite, ces médiateurs ont changé de statut et sont devenus des Intervenants en Langue Maternelle, ILM, malheureusement ils étaient employés sous forme de contrat déterminé. Ils intervenaient simplement dans le cycle 1, c'est-à-dire la maternelle. Ce qui serait plutôt intéressant c'est qu'ils interviennent dans les 3 cycles (maternelle au CM2). Nous remarquons néanmoins une certaine volonté du rectorat mais sur court terme, car aujourd'hui ces contrats ne sont plus renouvelables aux mêmes personnes. Cela démontre quand même que la question de l'enseignement des langues maternelles amérindiennes n'est pas réellement prise en compte.

L'idéal serait qu'il faudrait qu'il y ait des enseignants amérindiens reconnus et qui enseignent dans les langues maternelles dans les villages avec des outils pédagogiques adaptés à la réalité du terrain.

- Paradoxalement l'École française acculture les jeunes amérindiens en ce qu'elle les maintient dans un espace clos et bétonné, l'établissement scolaire, au lieu de les laisser découvrir et explorer leur espace de vie ancestral comme la tradition les y poussait. Comment voyez-vous cette transformation ? La culture amérindienne est-elle en voie d'extinction ? L'école en est-elle un des facteurs ? Comment peut-on inverser la donne ?

D.F et P.A : - L'acculturation des jeunes amérindiens ne datent pas d'aujourd'hui. Il y a encore quelques années, la scolarité des jeunes amérindiens se faisait au sein des « Home Indien ». Ces Home Indien accueillait des filles et des garçons qui recevaient une éducation stricte et religieuse à l'occidentale. Ce qui s'opposait complètement au type d'éducation chez les Amérindiens où l'apprentissage se faisait par l'observation, la manipulation, par l'imitation et par le respect de toutes choses réelles et spirituelles. Dans ces établissements, aucun enfant n'avait le droit de parler sa langue maternelle, les prières à l'évangile étaient obligatoires sous peine de punition (bien souvent des sévices corporels), où toutes formes de croyances spirituelles amérindiennes étaient bannis : les chamans étaient considérés comme des apôtres du mal.

Tout cela pour dire que l'acculturation des jeunes a commencé il y a bien longtemps. Cette transformation est malheureusement irrémédiable et effectivement la culture est en voie d'extinction car c'est le « système occidental » qui veut ça. Ce fameux système où tout le monde doit se fondre dans le même moule. Il est vrai que dans les grandes villes (Cayenne, Kourou, Saint-Laurent...), où les jeunes amérindiens sont minoritaires, il n'est pas pensable de faire un programme spécifique pour quelques individus mais dans certains villages entièrement amérindiens (Camopi, Awala, villages Wayana) et même dans certaines communes où le pourcentage d'élèves amérindiens est élevé (Macouria, Iracoubo, Maripasoula...), il y aurait moyen de mieux adapter les programmes scolaires.

(À suivre...)

Jean-Baptiste Kiya

Rapport de l'UNICEF

Des millions d'enfants victimes de violences

Un nombre stupéfiant d'enfants, parfois âgés de 12 mois seulement, sont victimes de violence, souvent de la part des personnes chargées de s'occuper d'eux, alerte l'UNICEF dans un nouveau rapport publié mardi.

« Les sévices infligés aux enfants dans le monde entier sont vraiment préoccupants », déclare Cornelius Williams, Chef, Protection de l'enfance à l'UNICEF. « Des bébés sont giflés, des filles et des garçons sont contraints de se livrer à des actes sexuels, des adolescents sont assassinés au sein de leur communauté. La violence envers les enfants n'épargne personne et ne connaît aucune limite. »

Ce rapport s'appuie sur les données les plus récentes pour montrer que les enfants sont victimes de la violence à tous les âges et dans tous les contextes.

Violence domestique pendant la petite enfance

Trois quarts (environ 300 millions) des enfants âgés de 2 à 4 ans à travers le monde sont victimes d'agressions psychologiques et/ou de punitions physiques au sein même de leur foyer, de la part des personnes qui s'occupent d'eux.

Près de six enfants sur dix âgés de 12 mois dans 30 pays disposant de données sur le sujet sont régulièrement victimes de discipline violente. Pour presque un quart des enfants de cet âge, la punition consiste à se faire secouer et près d'un sur dix est giflé ou frappé au visage, à la tête ou aux oreilles.

Dans le monde, un enfant de moins de 5 ans sur quatre vit avec une mère victime de violence de la part de son partenaire intime.

Violence sexuelle

À travers le monde, environ 15 millions d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans ont subi des rapports ou autres actes sexuels forcés au cours de leur vie.

Seul 1 % des adolescentes victimes de violences sexuelles a sollicité l'aide de professionnels.

En moyenne, dans les 28 pays disposant de données sur le sujet, 90 % des adolescentes ayant subi

des rapports sexuels forcés ont déclaré que l'auteur du premier incident était une personne qu'elles connaissaient. D'après des données émanant de six pays, les amis et les camarades de classe ainsi que les partenaires figurent parmi les auteurs les plus fréquemment signalés de violences sexuelles contre les garçons adolescents.

Morts violentes

Quelque part dans le monde, toutes les sept minutes, un adolescent est tué par un acte violent.

Aux États-Unis, les garçons noirs non hispaniques âgés de 10 à 19 ans ont presque 19 fois plus de risques d'être assassinés que les garçons blancs non hispaniques du même âge. Si le taux d'homicide des garçons noirs non hispaniques était le même pour l'ensemble des adolescents du pays, les États-Unis figureraient parmi les dix pays à la mortalité la plus élevée au monde.

En 2015, un adolescent noir non hispanique aux États-Unis avait autant de risques d'être assassiné qu'un adolescent sud-soudanais de perdre la vie dans des violences collectives dans son pays déchiré par la guerre.

L'Amérique latine et les Caraïbes constituent la seule région où le taux d'homicide parmi les adolescents a augmenté ; près de la moitié de la totalité des homicides d'adolescents enregistrés en 2015 ont été commis dans cette région.

Violence à l'école

La moitié (732 millions) des enfants en âge d'être scolarisés vit dans un pays où les châtiments corporels à l'école ne sont pas totalement interdits.

Les trois quarts des fusillades enregistrées dans des écoles au cours des 25 dernières années se sont produites aux États-Unis.

Otè

Halowine sansa Gran-mèr kal ? Boudikont sa in drol de konpétisyon !

Dann in radyo, moin la antann parl konpétisyon-la, édésèrtin té pou l'inn, désèrtin té pou l'ot. Biensir konpétisyon-la, la pa konm i di, in késtyonn vi ou d'mor mé i pé pèrmète anou réfléshi dsi nout prop koutime, dsi nout prop valèr.

Dabor inn shoz : i fo bien rokonète nou rényoné, nou la pa tro travaye dopi in bon koup de tan dsi nout bann lézann konm désèrtin rant nou i voudré. Mi vé pa koz pou toulmoun pars in pé l'asosyasion, in pé z'artis, in pé kréatèr, i intèrès nout bann zistoir épi nou bann lézann, épi nout bann zé dann tan lontan. Dé foi na mèm in pé i ékri bann zistoir-la épi i sava l'ékol an l'ékol pou rakont sa bann marmaye. Sa la pa in travaye épi in l'animasyon inital pars mi pans konmsa mèm sak i apèl nout patrimoine « imatèryèl » i voyaz zénérasion an zénérasion épi nout kilti avèk. Ni pé touzour di la p'asé, ni pé touzour pans i pé fer myé, mé i fo pa krash dsi sak lé fé .

Pou lo bann nouvoité : nou la pa moiyn tak baro pou anpèsh rantré. Li nana touzour in moiyn rantré é sirtou koméla avèk l'internet – avan té avèk liv, épizapré la radyo, la télé. Ni pé dir nout syèl lé rouvèr é na poin arien pou fèrmé. In bon n'afèr, in mové z'afèr ? Sé solon, na dé afèr i pé shok anou, nana d'ot i shok pa nou, mé mi pans la késtyon lé pa la. La késtyon, sé nout kapasité pou kréolizé, pou rényonizé é mi pé dir nout kapasité i égzis. Li lé mèm gran. Donk nout kapasité d'ète rényoné, pou moin, li lé bien la é mèm li pé ranforsé.

Boudikont, Halowine kont Gran-mèr kal ? Sa in fo konba sa pars lo vré késtyon pou nous é d'ète rényoné, rès rényoné avèk in gran rouvèrtir dsi lo mond.

Justin